Compte rendu
Conseil scientifique - Formation plénière
Mardi 18 mars 2025, 14h45 – 15h45

Présents : Soraya Amrani Mekki, Vin Arceneaux, Stéphanie Balme, Carlo Barone, Etienne Bordes, Paul Bouscasse, Julia Cagé, Pierre Cahuc, Marie-Emmanuelle Chessel, Hélène Combes, Anne-Solenne De Roux, Marta Dominguez, Sophie Dubuisson-Quellier, Florence Faucher, Vincent Forray, Olivier Godechot, Emilie Grisez, Emiliano Grossman, Florence Haegel, Emeric Henry, Julie Klein, Kevin Mellet, Christine Musselin, Sylvain Parasie, Guillaume Piketty, Noémie Piolat, Paul-André Rosental, Emilien Ruiz, Lou Safra, Francesco Saraceno, Réjane Sénac, David Todd, Luis Vassy, Dina Waked, Raphaële Xenidis

Absents ou excusés : Sylvain Brunier, Xavier Ragot, Anne Revillard

Assistent à la réunion : Marine Azuelos, Bénédicte Barbé, Florence Bernault, Christophe Jaffrelot, Laurence Loüer, Antonin Schiera, Sabrina Tonetti

1/ Présentation des bilans d'activités des programmes régionaux Afrique, Asie du Sud, Moyen-Orient Afrique du Nord

Florence Haegel indique que lors de la création des programmes régionaux Afrique, Inde et Asie du Sud, et Moyen-Orient Afrique du Nord, il a été acté qu'un bilan d'étape de chaque programme un an après leur lancement serait présenté au Conseil scientifique. Elle remercie la direction des affaires internationales (DAI) de sa présence ainsi que celles de ses collègues, Florence Bernault, Christophe Jaffrelot et Laurence Loüer, pour présenter la stratégie, la dynamique et le contenu de ces programmes régionaux. Elle donne d'abord la parole à Marie Azuelos pour présenter le point de vue de la DAI, qui contribue au développement de ses programmes.

Marie Azuelos rappelle d'abord leur nature et leurs objectifs. Ces programmes sont le fruit d'une initiative lancée en 2022-2023 avec un double objectif initial : d'une part de renforcer les synergies internes entre l'ensemble des parties prenantes, et de l'autre de renforcer la visibilité externe des activités pédagogiques et scientifiques de Sciences Po sur ces régions. Ces programmes transversaux entre départements, écoles et campus offrent une interface inédite pour dialoguer et pour monter des projets en commun sur ces trois aires régionales. Ils constituent une interface de formation, de recherche et de partenariats internationaux. Les trois programmes ont été lancés sur les années 2023-2024. Le fonctionnement de ces programmes est fondé sur un

pilotage par un enseignant-chercheur et un membre de la DAI. Au sein de la DAI, ces membres sont respectivement Alexandre Mariani pour le programme Asie du Sud, Alice Judell pour le programme Afrique, et Léa Albrieux pour le programme MENA. Le budget de démarrage pour les trois premières années est géré de manière transversale pour mettre en place l'ensemble des activités. Le comité scientifique se réunit deux à trois fois par an, selon les programmes. Le comité de pilotage pour sa part se réunit tous les mois pour décider de lancer certaines actions en propre ou d'en soutenir. Les activités sont principalement concentrées autour d'un foisonnement d'événements : conférences scientifiques, colloques, en France et bientôt à l'international, activités scientifiques interdisciplinaires. Marie Azuelos souligne la mise en place de financements pour les étudiants, sous forme de bourses de mobilités ou de soutiens aux mastérants. À terme, les programmes visent à développer la coordination des enseignements sur ces régions au sein de Sciences Po qui pourrait déboucher sur un projet de certification régionale. Sur le plan de la communication, Marie Azuelos note le besoin de renforcer les ressources pour mener à bien l'animation de trois sites internet distincts. Pour l'avenir, des réflexions sont menées afin de construire une structuration commune aux trois programmes, d'améliorer leur visibilité et rendre plus attractifs les événements auprès des étudiants. Enfin, il pourrait être mis en place une levée de fond afin d'atteindre l'objectif de *self sustainability* des programmes.

Florence Bernault présente le bilan de la première année de fonctionnement du programme Afrique ; elle précise que le comité scientifique du programme est élu parmi les représentants de la faculté permanente, les doctorants et les chargés d'enseignement. En un an, ce programme a contribué à valoriser l'existant, en interne comme auprès d'institutions extérieures, et à le structurer. Florence Bernault indique qu'à titre d'exemple, parmi la longue liste des événements (une vingtaine cette année), le Quai Branly a sollicité le programme le 16 avril pour mettre en place un colloque de deux jours de contre-enquête sur la mission de Dakar-Djibouti, invitant chercheurs et commissaires africains à réévaluer le problème de la restitution et du pillage des ressources et objets. D'autres collaborations permettent d'aider les étudiants grâce à des prix de mémoire, d'aides à la mobilité, ou d'autres initiatives. Elle évoque, par exemple, l'initiative de lancer une recherche sur l'enseignement de l'histoire coloniale à Sciences Po qui pourra être visibilisée par le programme. La vie événementielle a été très riche et interdisciplinaire sur la première année, en lien avec des acteurs de la société civile, acteurs et journalistes pour la mise en place d'un cinéma littérature de sciences humaines et sociales. Florence Bernault remercie l'institution, ses collègues et la DAI qui ont soutenu ce programme.

Christophe Jaffrelot présente pour sa part le programme Asie du Sud, dont la logique est comparable à celle du programme Afrique. Quatre têtes de chapitre ont été identifiées avec Alexandre Mariani, selon la même déclinaison que le programme Afrique. Le premier chapitre concerne le développement d'objets de recherche interdisciplinaires. Au CERI, au semestre dernier, quatre sociologues travaillaient sur l'Asie du Sud. Désormais, sociologues, économistes et chercheurs d'autres départements se rejoignent dans le programme. La plateforme a permis aux chercheurs de se connaître. L'objectif premier est donc celui de la mise en commun de ressources humaines et l'encouragement à monter des projets communs. Christophe

Jaffrelot souligne notamment l'organisation d'un séminaire mensuel qui a permis de mêler chercheurs, mastérants et doctorants, dont beaucoup sont issus de la région du programme et d'un colloque annuel de deux jours sur les travaux relatifs à la région au sein de Sciences Po. Le colloque de l'année 2024 a par ailleurs permis d'inviter certains représentants des partenaires institutionnels indiens, pakistanais et bangladais de l'institution. Le deuxième chapitre vise la coordination des enseignements. Des lacunes et des doublons avaient été constatés, entre écoles et campus, sur les enseignements concernant la zone. L'articulation entre les contenus éducatifs de premier cycle et ceux de l'école urbaine par exemple peut également encore être optimisée. Pour le troisième chapitre, la collaboration avec la DAI est centrale. Cette collaboration est incarnée par la codirection du programme. À noter que le découpage de la DAI exclut le Pakistan de la région Asie du Sud. L'objectif est de soutenir la DAI dans son maintien des relations avec les partenaires que les équipes d'enseignement rencontrent. Face à la perte en liberté académique ou en crédibilité des universités, ce programme permet des rapports plus institutionnalisés et plus vastes. Enfin, le quatrième chapitre est celui de la visibilité. La prospection commune entre l'enseignement et la DAI (au Sri Lanka par exemple) permet de mutualiser les moyens humains. Le site internet, aidé par les services de la communication, met en avant et mutualise les informations concernant la région et les travaux de Sciences Po sur le sujet, en plus de l'agenda des événements à venir. Les deux défis à souligner pour l'avenir sont la levée de fond et l'endurance du programme. La levée de fond, objectif initial qui n'est pas encore atteint, fait l'objet d'une coopération de plus en plus étroite avec la DSD. L'endurance du programme est un sujet préoccupant, au surplus sans personnel administratif de support pour aider notamment à la mise à jour du site, à l'accueil de nouveaux invités, à l'accompagnement de doctorants, et aux autres activités complémentaires.

Laurence Louÿer précise qu'elle remplace Bayram Balci, codirecteur du programme MENA, qui n'a pas pu se libérer. L'année a été riche en événements et en débats concernant cette zone du monde, qui ont fait l'objet de deux événements relatifs au conflit israélo-palestinien, avec des membres de la faculté permanente et des membres extérieurs. Un cycle de leçons a été mis en place, à destination des étudiants et des salariés de Sciences Po, leçons filmées et mises en ligne sur le site de Sciences Po. Un autre événement d'ampleur a marqué l'année dans la zone MENA : la chute du régime syrien. Le programme a été notablement réactif en organisant une conférence qui a rencontré un vif succès. L'une des priorités du conseil scientifique du programme MENA est de soutenir la jeune recherche. Ce soutien se traduit par une aide financière, en publiant des appels pour favoriser la mobilité internationale des mastérants pour conduire des enquêtes de terrain dans la région. L'école de la recherche fournit déjà un effort remarquable pour les soutenir, en France et à l'étranger, mais les étudiants de PSIA n'ont pas accès à ces aides. Pour la suite, le programme souhaite poursuivre l'accompagnement des étudiants et le soutien à la jeune recherche, en proposant des contrats postdoctoraux (demande déjà effectuée pour un contrat posté à l'école urbaine sur la question de la transformation de l'économie immobilière au Moyen-Orient pour 2025-2026).

Florence Haegel remercie les intervenants et ouvre les débats aux membres du conseil scientifique, en interrogeant les intervenants sur trois premières questions :

- Quels partenaires financeurs sont envisagés pour les fonds d'amorçage ?
- Comment les enseignants vacataires sont-ils mobilisés ?
- D'autres programmes de ce type sont-ils envisagés pour d'autres régions (pour l'Amérique latine par exemple) ?

Marie Azuelos répond au sujet de la levée de fonds, qui constituait la condition initiale aux programmes. Les programmes ont bénéficié d'un accompagnement financé sur les trois premières années le temps de leur mise en place, pour se rendre visibles pour les partenaires financiers et identifier les actions à financer en priorité. Leur stade de développement est encore précoce pour approcher de potentiels partenaires. Un seul partenaire a été approché pour l'Asie du Sud. Les codirecteurs des programmes seront accompagnés par la DSD et ses experts en levée de fond pour explorer certaines pistes sur les années 2025-2026.

Christophe Jaffrelot précise que le programme Asie du Sud a réussi des levées de fond auprès de deux types de bailleurs, une fondation américaine et des bailleurs publics français. Ces financements ne sont pas simples à gérer, car les logiques ne sont pas entièrement maîtrisées par les services. Les types de demandes, en termes de visibilité, ne sont pas ce à quoi les services sont habitués. Christophe Jaffrelot indique qu'il retournera à Chicago au mois de mai pour soutenir les financements, en dépit des évolutions politiques américaines. Certains projets de recherches soumis en collaboration avec d'autres instituts, comme DECRIP avec l'Inalco, ou avec des partenaires britanniques ont permis de décrocher des budgets. Ces levées de fond devraient également aller à la recherche, notamment pour des postdocs avec des bourses doctorales.

Laurence Loüer indique, que concernant les chargés d'enseignement vacataires, l'une des actions du programme MENA consiste en un travail important d'identification de l'ensemble des cours donnés par Sciences Po sur la région, actuellement en cours, et qui sera renouvelé chaque année.

Stéphanie Balme précise que David Recondo, chercheur au CERI, a proposé à la DAI de conduire un travail préalable similaire à celui effectué en amont des programmes existants, de recensement et d'identification (liste des cours, endroits de la recherche sur l'Amérique latine à Sciences Po, constitution d'un programme à long terme, interdisciplinaire et trans-laboratoires de recherche). Ce travail devrait donner lieu à une note pour préfigurer le programme, sans élément de calendrier encore défini.

Marie Azuelos souligne par ailleurs la volonté en cours de discussion d'ouvrir un bureau à Sao Paulo.

Florence Faucher rappelle que l'existence du programme OXPO, qui dispose de financements et qui peut contribuer à l'échange de doctorants pour discuter de travaux communs. De telles collaborations peuvent également contribuer à la visibilité des programmes.

Florence Bernault signale que le programme Afrique a pris contact avec l'université de Seattle pour déposer une candidature au *Transatlantic Fund* avec l'Université de Washington et l'Université de Dakar. Ce fond représente un financement modeste, mais il permettrait de mettre en place des séminaires de recherche entre chercheurs et étudiants. Florence Bernault précise par ailleurs que les enseignants vacataires dont les cours portent sur l'Afrique sont signalés sur le site du programme Afrique.

2 / Validation du compte rendu des séances du Conseil scientifique réuni en formation plénière le 21 janvier 2025 et le 18 février 2025

Les membres du Conseil scientifique approuvent à l'unanimité des membres présents le compte rendu des séances du Conseil scientifique réuni en formation plénière le 21 janvier 2025 et le 18 février 2025.

3/ Questions diverses

Stéphanie Balme interroge la direction sur la communication à mettre en place à la suite du décès du professeur Dominique Colas et de manière plus globale sur la politique de l'institution pour rendre hommage aux collègues décédés. Les habitudes ont changé selon les présidences et les directions. Les directives ont été assez confuses et diverses jusqu'ici, la question se pose donc de la mise en place d'une procédure à appliquer lorsqu'un tel événement survient.

Luis Vassy rappelle, dans le cas de la disparition de Dominique Colas, qu'un article a été publié dans *Le Monde* et qu'un texte a été diffusé en interne. Si une politique doit être développée à ce sujet, des principes directeurs devraient pouvoir économiser les débats internes. Luis Vassy exclut le fait de pouvoir décider seul sur un tel sujet.

Florence Haegel interroge les dispositifs mis en place pour accueillir les professeurs et chercheurs étasuniens à la suite des derniers événements.

Christine Musselin indique que huit candidatures ont été reçues en provenance d'universités prestigieuses. Une réunion a été organisée le 24 mars pour déterminer les candidatures retenues. Christine Musselin s'interroge sur la mise en place d'un dispositif dédié par le ministère de l'Enseignement supérieur.

Luis Vassy précise que la mise en place d'un dispositif n'est pas à l'ordre du jour du ministère, mais que ce dernier travaillerait sur des incitations fiscales au bénéfice des chercheurs américains. Pour des raisons administratives et financières, Sciences Po a plus de facilités à mettre en œuvre rapidement ce type de dispositif d'accueil. Luis Vassy remercie la DAI pour son implication dans ce dispositif. L'appui de partenaires financiers externes devrait être envisagé.

Luis Vassy conclut le conseil par un point d'actualité. À la suite de la gestion du conflit social, Luis Vassy invite les membres du CS à échanger avec les salariés de Sciences Po qui ont subi les violences physiques et de matériel. Les modalités de résolution dans l'urgence ont été difficiles à trouver, ce qui a mené la direction à fermer les campus

pour pallier le principal risque pesant sur la sécurité des individus. Luis Vassy remercie à ce titre les membres du conseil scientifique et les salariés de s'être adaptés. Les campus ont été réouverts dans de bonnes conditions le mercredi 12 mars.

La doctrine de Sciences Po sur le positionnement politique a été adoptée le mardi 11 mars. Luis Vassy remercie à nouveau Florence Haegel et ses deux co-auteurs pour la rédaction du rapport. Cette doctrine suscite l'intérêt de partenaires internationaux. À ce titre, une réunion publique se tiendra le 10 avril en présence des présidents de la London School of Economics, Stanford, l'Université de Montréal et de CEU. Dans le cadre de cette nouvelle doctrine, Sciences Po prendra position sur *Stand Up for Sciences*.

Florence Haegel précise qu'au-delà de la doctrine, le rapport porte d'autres recommandations sur la liberté académique et d'expression sur lesquelles le CS devrait s'impliquer.

Enfin, Luis Vassy annonce que les relations avec la région Ile de France ont été normalisées, permettant ainsi la reprise du soutien financier de la région à Sciences Po, notamment sur le plan immobilier (rénovation du 56 Saint-Pierre).